



N°1

| | |
|---|------|
| Présentation | P.1 |
| Historique de l'A.N.G.I. par Youcef BOUSSAA | P.4 |
| La Marche un an après par Djamel ATALLAH | P.14 |
| ✕ Le Mouvement Beur a une histoire par C. DELORME | P.18 |
| Le Collectif Centopeïa | P.47 |
| Association Vivre Ensemble | P. |

PRESENTATION

La France, vieux pays d'immigration, prend petit à petit, mais fort tard, conscience de l'installation définitive d'un nombre important d'immigrés sur son sol.

Cette prise de conscience se fait sur fond de crise dans un monde en pleine mutation où la concurrence fait rage et où le chômage provoque bien des drames.

Dans ce contexte, les immigrants sont la cible privilégiée de campagnes de haine et d'intolérance. C'est dans un tel contexte de tension que l'ANGI, parce qu'il faut savoir raison garder, a décidé de publier "Les cahiers de la Nouvelle Génération".

Il s'agira dans cette revue d'analyser avec sérénité et sans concession tout ce qui touche de près ou de loin les immigrants. Cette revue se veut un lieu de débats et de confrontation d'idées pouvant servir ce qu'il est convenu d'appeler "la mouvance".

Les articles de la revue engagent bien évidemment leurs auteurs et les réactions, les contributions et les textes seront les bienvenues.

Ce premier numéro de la revue est placé à la fois sous le signe de la mémoire et de l'action. En effet, on y lira un texte de Christian Delorme sur l'histoire du mouvement beur, article auquel l'ANGI propose quelques correctifs.

Paraissant un an après la Marche dite "Marche des Beurs",
il nous a semblé important qu'un article soit consacré à
cette initiative et en fasse le bilan.

Le numéro présente en outre les activités d'autres associa-
tions dont le travail nous paraît digne d'intérêt.

A l'heure où nous mettons sous presse, une initiative
d'ampleur nationale est sur le point d'aboutir. Il
s'agit de "Convergence 84 pour l'égalité". Il nous
paraît cependant trop tôt d'en proposer un bilan pour
le moment.

En novembre 1981 à Aubervilliers, en Seine Saint Denis, se crée une association, l'A.N.G.I, Association de la Nouvelle Génération Immigrée.

A l'origine de sa création, un groupe de jeunes maghrébins issus de l'immigration algérienne qui prend bonne note des modifications législatives quant aux statuts de la nationalité en ce qui concerne le mouvement associatif.

A. L'histoire

Au mois de mai 1968, un grand vent secouait les différentes couches de la société française. Chargé de balayer toutes les inégalités, il remettait en cause radicalement la société dans ses fondements et prônait l'imagination au pouvoir entre autres symboles.

De ce schéma simplificateur, certains jeunes, issus de l'immigration maghrébine, ont été partie prenante dans une perspective de communion. Ils avaient cependant oublié, ou tu, chemin faisant et l'enthousiasme aidant, certaines de leurs revendications spécifiques et de leurs inégalités ; l'idée étant que partie prenante de cette société, l'objectif du combat était le même pour tous.

A cet égard, d'autres, faisant partie de mouvances politiques ou syndicales plus directement partie prenante de ce mouvement, avaient aussi scotomisé, soit par tactique, soit par confusion, ces spécificités.

En 1973, l'un des pays du Maghreb, l'Algérie, décidait de nationaliser son pétrole. C'est aussitôt, en France, la flambée des prix et la flambée de la xénophobie et des meurtres, notamment dans le Sud.

Ceux qui, issus de l'immigration, aidaient cinq ans auparavant à la reconstruction du monde, étaient touchés par les deux

flambées et restaient sidérés avant de renouer avec le fil de leur histoire, histoire individuelle et l'histoire collective d'un peuple en exil.

C'est de cette époque que les prises de conscience se sont aiguisées et qu'elles se sont exprimées le plus souvent par des actions collectives à visée socio-culturelle, le facteur politique étant toujours en filigrane de ces actions.

C'est ainsi qu'en 1976, un groupe de jeunes issus de l'immigration fonde une troupe théâtrale. Il ne s'agit pas de la première expérience pour eux puisque déjà, depuis 1969, ils occupent le terrain par des actions culturelles dont le thème est l'immigration, occupation cependant relativement restreinte quant à ses échos.

Dans ces années donc, le regard posé porte sur le travailleur immigré solitaire et célibataire, semblant aveugle au fait que des femmes immigrées aussi existent et vivent en France, et ce depuis de longues années, subissant leur condition de femmes arabe et d'immigrée. Que des enfants également y sont nés et y vivent depuis fort longtemps.

La première pièce de la "Kahina", nom de la troupe et qui fait référence à une femme berbère, chef de guerre de l'époque pré-islamique en Algérie, met en scène la condition de la femme arabe. Cette pièce s'intitule "Pour que les larmes de nos mères deviennent une légende". Elle est jouée en français arabe et kabyle.

La deuxième pièce, "La Famille Bendjelloul en France depuis 25 ans" met l'accent sur la famille maghrébine immigrée dans son ensemble, les contradictions et les fixations qui sont les siennes, les conflits de valeur et d'autorité entre parents et enfants, les conflits entre frères et soeurs. L'une des scènes décrit la fugue de la cadette se révoltant devant le mariage imposé de l'aînée et ne voulant pas subir la même contrainte, seule porte de sortie pour elle.

Là aussi, chaque représentation est suivie d'un débat parfois âpre entre spectateurs et comédiens-comédiennes. Ces débats sont l'occasion de raconter des expériences vécues, expériences de contraintes imposées, de fugues et de leur dénouement tant par rapport à soi-même qu'à sa famille. Ils constituent également le temps des rencontres qu'on pousse par des confidences et demandes d'aide : je vois votre pièce, je m'y reconnais, c'est mon histoire. Et la réalité quitte la scène et retrouve son quotidien. Il faut alors répondre à ces demandes, répondre vite et surtout répondre bien dans la mesure du possible.

De tous ces discours, de toutes ces histoires et expériences associées aux demandes d'aide formulées par certaines assistantes sociales aux prises avec ces problèmes, il est resté aux membres de la troupe le désir et le projet nécessaire d'un lieu d'accueil et de repos pour toutes ces femmes en difficulté.

Désir réalisé grâce aux modifications législatives de 1981 ayant trait au droit d'association. En effet, depuis cette date, toute personne de nationalité étrangère peut fonder une association et y occuper donc n'importe quel poste de pouvoir et de décision. Cette possibilité ouvre alors à l'élaboration de nos propres projets et à l'obtention des subventions qui en sont le corollaire. Elle nous permet aussi d'accéder à un statut d'interlocuteurs respectés des pouvoirs publics.

B. L'association

L'Association de la Nouvelle Génération Immigrée (ANGI) naît donc en novembre 1981. Le choix de l'intitulé se pose en contrepoint du terme "seconde génération" dont on nous désigne de façon très scientifique.

Nous réfutons ce terme qui nous

inscrit dans une continuité toute jeune d'une situation d'immigrés, ce que nous ne sommes pas, en même temps qu'il introduit une discontinuité, sinon une rupture historique ; or, il est clair pour nous que notre histoire, dans sa chaîne signifiante, ne commence ni à notre naissance, ni même à la date d'immigration de nos père et mère.

Voici comment se définit l'association :

"Rappelons le long silence qui a plané durant des années sur l'immigration et auquel a succédé un discours disséquant et destructurant dans lequel il nous était difficile d'occuper une autre place que celle d'objet ou d'assisté.

Une expression, la nôtre, existait pourtant et issue de l'imprégnation d'une culture originelle dont nous possédons les principales formes et d'une culture actuelle dans laquelle nous baignons. Cette expression, pensons nous, par sa richesse, peut permettre l'éclatement des cloisonnements culturels. Pourtant, elle a longtemps été assignée à la périphérie de la culture dominante.

Un débat à la télévision, et dont nous avons été exclus, a contribué une fois de plus à véhiculer une image négative de la jeunesse issue de l'immigration ; cette jeunesse à laquelle nous appartenons et dont l'expression est multiple, les mass-médias ne retenant que celle de la délinquance.

C'est cette volonté de nous réapproprier notre parole, associée aux nouvelles dispositions gouvernementales, qui nous a conduit à créer l'ANGI.

1°) Les commissions

Ambitieuse, l'ANGI se dote de quatre commissions couvrant chacune des secteurs d'activité divers :

- Loisir et culture avec, notamment, l'organisation de cours de soutien dans différentes matières scolaires suivis de classes vertes et de découvertes pendant les vacances scolaires et, régulièrement chaque année, la tenue d'un festival de la jeunesse.

Les cours de soutien et les mises à niveau s'inscrivent bien sûr dans le constat de l'échec scolaire qui touche de plein fouet les enfants de migrants sans pour autant faire l'économie de la réflexion au-delà des situations socio-professionnelles précaires, de l'origine de cet échec, avec la référence à notre génération, celle des trente ans, qui n'a pas, ou peu, subi cet échec.

Le premier Festival s'est intitulé "Nous, la dite seconde génération" et a tenté de réunir divers groupes culturels tous issus de l'immigration maghrébine et quelle que soit le véhicule linguistique de leur expression : arabe, kabyle ou français. Il intéresse le théâtre, la danse, la musique, les arts plastiques, l'écriture et, bien sûr, d'autres associations issues de l'immigration. Il s'est tenu à Paris le 15 mai 1983.

- Ateliers de rencontre - Galerie

Les ateliers fonctionnent comme structure d'initiation et de sensibilisation à l'art des pays d'origine : arts traditionnels, poterie, tissage, tapisserie, confection de costumes mais aussi dessin, peinture et sculpture. Ils s'adressent aux jeunes mais aussi aux moins jeunes qui possèdent des acquis et peuvent ainsi renouer avec la pratique artistique ou artisanale. L'objectif étant, à travers cet outil, la réhabilitation dans l'esprit des jeunes de l'expression culturelle d'origine souvent rejetée, parfois niée. Animés par des artistes issus de l'immigration, ces ateliers devraient permettre également la confrontation à une création temporaire.

. Intervention en milieu carcéral

Toujours à l'aide de l'outil culturel, elles intéressent trois prisons dont deux en région parisienne. La première prison, Fleury Mérogis, "héberge" une population dont 80 % est d'origine maghrébine, notamment dans le département "Centre de Jeunes Détenus" où l'âge des détenus se situe dans une fourchette allant de 13 à 18 ans.

C'est là que seront proposées des activités suivies sous forme d'ateliers de peinture et de sculpture, deux fois deux heures par semaine, et des activités ponctuelles sous forme de concerts de musique et d'interventions théâtrales, une fois tous les trimestres environ.

A Bois d'Arcy, seules des interventions ponctuelles ont eu lieu et à Riom, qui depuis avril 84 n'existe plus, des envois de cassettes vidéo et de musique.

. Centre d'accueil et d'hébergement

Une cellule d'accueil et d'information permanente travaillera en liaison avec les organismes locaux, les familles...

Etudié cas par cas, l'hébergement, qui ne pourra excéder trois mois, se fera, soit en appartement géré par l'association, soit dans des familles. Le temps d'hébergement sera consacré à un soutien affectif, économique et professionnel, mais aussi et surtout à des négociations en vue de régulariser la situation qui a provoqué la rupture avec le milieu familial.

De même, au sein de l'équipe, être émigré ou issu de l'immigration n'est pas une condition nécessaire ou même suffisante pour intégrer l'association. Nombre de nos adhérents sont d'ailleurs d'autre origine.

A côté de ces quatre commissions, l'association projetait des actions futures à développer une fois la stabilité acquise. Ces actions s'intègrent dans le projet global et consistent en séjours linguistiques dans les pays d'origine ou stages de formation en secrétariat s'adressant alors plus particulièrement aux femmes n'ayant ni emploi, ni diplôme, en informatique et en un centre de documentation regroupant une bibliothèque, une discothèque et une ciné-vidéothèque ; enfin une boutique de droit.

Certains de ces projets n'ont pas encore vu le jour, d'autres ont été abandonnés et d'autres enfin ont pris consistance parfois par des détours imprévus. Ainsi, l'association est centre de formation depuis 1984, des thèmes ayant trait à l'immigration ont été élaborés et un membre de l'association anime une séance de sensibilisation ou de réflexion sur ces thèmes en direction des travailleurs sociaux éventuellement.

Nous souhaitons également créer des universités d'été où, dans une région de France pendant un temps donné, alterneraient des moments de détente et d'activités avec des interventions faites par des personnalités issues elles-mêmes de l'immigration et reconnues sur un plan social. Les sujets traités portant autant sur les sciences (sociales, techniques et médicales) que sur la culture, le sport, l'histoire et l'écriture.

C'est ainsi qu'en août 1984 a été organisée une "Préfiguration d'une université d'été beur" dans le Jura. Elle concernait vingt six jeunes de la banlieue parisienne et s'est déroulée de la façon décrite plus haut. Elle a permis de recueillir du "matériel" et d'évaluer l'intérêt porté à cette action et ses manques. Cette réflexion constituant la base du travail futur.

Une petite digression s'impose pour expliquer le sens du mot "beur". Il s'agit du verlan, cette forme de parler à l'envers à partir de la dernière syllabe du mot tout en supprimant certaines voyelles lourdes pour la diction et le sens du mot. Beur veut dire arabe. Ce parler, au même titre que l'argot, a valeur de subculture et il est usité à Paris et dans la banlieue parisienne. Comme l'argot, il touche certains lieux et une certaine classe sociale et il a le même sens de reconnaissance d'un groupe. Beur, c'est aussi le nom d'une radio libre de la région parisienne dont certains membres de l'association ont été à l'origine de la création.

Ce terme a pris alors une extension de son sens littéral en mettant l'accent sur la richesse que pouvait procurer une synthèse de plusieurs cultures chez un même individu et sur l'état d'esprit qui en découlait. Richesse niée le plus souvent. Le mot pouvait alors s'attribuer à d'autres qu'aux maghrébins. C'est après la Marche pour l'Egalité des Droits, en décembre 83, que le mot Beur a connu son apogée grâce aux médias écrits et télévisés. Cette tentative d'appropriation et de récupération a entraîné aussitôt le rejet de ce terme par certains jeunes issus de l'immigration et le retour à son sens littéral et premier chez les autres.

Ce terme a pris alors une extension de son sens littéral en mettant l'accent sur la richesse que pouvait procurer une synthèse de plusieurs cultures chez un même individu et sur l'état d'esprit qui en découlait. Richesse niée le plus souvent. Le mot pouvait alors s'attribuer à d'autres qu'aux maghrébins. C'est après la Marche pour l'Égalité des Droits, en décembre 83, que le mot Beur a connu son apogée grâce aux médias écrits et télévisés.. Cette tentative d'appropriation et de récupération a entraîné aussitôt le rejet de ce terme par certains jeunes issus de l'immigration et le retour à son sens littéral et premier chez les autres.

2^o) Le territoire

A l'origine donc de l'Association de la Nouvelle Génération Immigrée, un groupe de personnes dont le noyau est né, ou a vécu en Seine Saint Denis et où il a déjà pratiqué un travail "de terrain". C'est donc naturellement dans le département que l'Association décide de son siège, à Aubervilliers exactement, dans une cité construite récemment à l'architecture bizarre et originale et où se mêlent à la vie quotidienne de la cité une trentaine d'ateliers d'artistes, lieu de vie et lieu de travail.

C'est chez l'un d'eux que l'association élira domicile pendant plusieurs mois tant pour les rencontres et les réunions que pour le téléphone, le courrier et le travail de secrétariat.

Aubervilliers, de même que pour les autres villes, possède une population maghrébine importante et l'information de notre existence se fera essentiellement de "bouche à oreille", par une émission de télévision "Mosaïque" diffusée le dimanche matin en direction de l'immigration et par un article dans "Libération".

Les commissions présentées à titre de projet ont été interprétées comme ayant déjà une réalité et nous avons dû clore les nombreux contacts noués pour nous consacrer essentiellement à la structuration du projet par la recherche de nos interlocuteurs.

3°) Les interlocuteurs

De novembre 1981 à décembre 1982, le temps a été consacré à une longue quête des subventions. Des lettres informatives de notre existence et de notre projet adressées à chaque ministère nous était revenue une fin de non-recevoir.

Une rencontre prédominante a été celle d'un chargé de missions au Fonds d'Intervention Culturelle (F.I.C), André Videau, dépendant du Ministère de la Culture. Cet homme a adhéré au projet et permis un subventionnement du F.I.C. Aussitôt, les autres ministères sont également intervenus en accordant leurs subventions.

4°) L'équipe

A la base de la création de l'association, l'équipe entière est issue de l'immigration maghrébine. Au noyau appartenant à la troupe de théâtre s'ajoutent d'autres personnes qui ont en commun déjà la création ou la participation à d'autres projets (citons celle d'un journal en direction de l'immigration en 1979 "Sans Frontières" et d'une radio libre de la région parisienne "Radio Beur" également en 1981).

Cette équipe compte, lors de la création, une douzaine de personnes. Actuellement, le noyau moteur est représenté par le Conseil d'Administration. L'association regroupe une centaine d'adhérent(e)s environ. Notons que la présidence, le secrétariat général et la trésorerie sont tenus par des femmes.

L'assise sociale des membres de l'équipe est diverse. Elle témoigne cependant d'une bonne insertion dans le tissu social. Le dénominateur commun de la cohérence étant le sentiment que conforte la réalité d'un vécu commun lors des cheminements individuels. En d'autres termes, la facilitation des identifications.

La répartition au sein des commissions s'est faite en fonction des désirs de chacun mais aussi des compétences de chacun. A la limite, le choix des commissions s'est fondé sur cette compétence que chacun apportait. Compétence professionnelle mais aussi compétence acquise "sur le terrain".

Si la totalité de l'équipe était bénévole, nous disposons, depuis l'octroi des subventions, d'un poste à plein temps de secrétaire et de deux postes à mi-temps d'animateurs. Les intervenants, lors des différentes activités et ateliers, étant rémunérés à la vacation.

Ainsi, concernant le réseau d'accueil et d'hébergement des fugueuses maghrébines, nous disposons, depuis janvier 1984, date d'effet de la convention avec la DASS, d'un poste à mi-temps d'animatrice-coordinatrice de cette commission et de vacations de psychiatre à raison de deux par semaine.

Enfin, nous tenons une réunion hebdomadaire à laquelle sont invités les adhérents. Y sont discutés les problèmes et le travail de la semaine, commission par commission, ainsi que les questions générales et le positionnement de l'association face à diverses sollicitations (interventions, débats, participation à la formation continue dans certains secteurs etc...).

Youcef BOUSSAA

UN AN APRES

Marseille le 15 octobre 1983 puis Paris sur le parvis de Beaubourg. Des jeunes reprenaient le combat de l'immigration, des jeunes d'une cité maintenant connue "Les Minguettes" à Lyon où un jeune fut grièvement blessé, le 20 juin 1983, d'une balle en plein ventre par un maître chien.

Toumi n'est pas mort. Sur son lit d'hôpital, il prononça cette phrase : "Il faut faire une grande marche". Christian Delorme, présent, fut séduit par cette idée, lui l'apôtre de la non-violence

A partir de ce moment, Farouk, Christian, Djamel partirent sur les routes de France pour rencontrer les associations, les organisations et partis politiques afin de faire partager cette idée d'action nationale. Celle-ci fut la bienvenue.

Le jour du départ de la Marche, le 15 octobre 1983, plusieurs centaines de jeunes manifestèrent également à Paris en signe de solidarité.

Le groupe de marcheurs parcourut le sud de la France, région marquée par la xénophobie, avec pour mots d'ordre : "Marche pour l'Egalité et contre le Racisme". La ville tremplin et le retour aux sources : Lyon. Cinq mille personnes étaient à nos côtés.

La "dynamite" explose dans toutes les villes de province où de grandes manifestations rassemblèrent des foules de jeunes de la périphérie.

En Alsace, la Marche connut un triomphe mais fut éteinte par le meurtre du jeune Algérien, Habib Grimzy qui fut "marcheur dans l'ombre". La plupart des journaux de droite comme de gauche titraient : "Crime raciste".

Mulhouse fut la ville où Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, marcha quelques kilomètres avec nous. Et c'est à partir de là que les pouvoirs publics s'intéressèrent à cette marche : Georgina Dufoix Ministre de la Solidarité et de la Famille, Jack Lang Ministre de la Culture, Huguette Bouchardeau etc... !

Les médias s'empressaient auprès des ministres et des marcheurs. Le pari était tenu. Le 3 décembre 1983, dans les rues de Paris, cent mille personnes étaient présentes pour l'égalité des droits et contre le racisme.

Voilà déjà un an ! Que reste-t-il de cette initiative ? En province, plusieurs associations de jeunes se sont créées pour continuer le combat. Les marcheurs, pour la plupart, stars d'une journée, retournaient dans leur banlieue. Quelques-uns continuent l'engagement, d'autres retrouvent "la galère" quotidienne.

Ces jeunes, que l'on qualifiait de "cas sociaux" ("en échec scolaire" etc..) ont pu rassembler cent mille personnes. Il ne suffit pas d'être un intellectuel pour savoir ce qui va et ce qui ne va pas. Pour les jeunes marcheurs, c'était simple : dans chaque débat, de leur discours sortait : "on veut vivre". Beaucoup leur ont reproché de ne pas avoir de discours politique. Farouk, avec ses poèmes, en disait plus long qu'un discours politique.

Les jeunes issus de l'immigration ont su continuer le combat. Les 9, 10, 11 juin 1984, le collectif Rhône-Alpes organisait des Assises Nationales des associations autonomes des jeunes issus de l'immigration. Le 30 septembre, une rencontre d'associations a eu lieu à Saint Etienne à l'initiative de l'association Grain Magique. Toutes ces actions se sont avérées positives.

Un mouvement de jeunes issus de l'immigration, principalement maghrébine, s'exprime aujourd'hui dans tous les domaines.

Juste après la Marche, des problèmes surgissent à Talbot Poissy : 1905 ouvriers licenciés, pour la plupart maghrébins et le reste des Africains. Certains médias ont fait l'opposition entre les jeunes et leurs aînés. Le Collectif Jeunes de Paris organisa une manifestation avec pour mots d'ordre : "Nous sommes tous des bougnouls de chez Talbot".

Cet événement fut révélateur de tout ce qui a pu se produire durant l'année. La restriction des regroupements familiaux du 10 octobre 1984 montrent aussi la sévérité du contrôle des flux migratoires. Ceci constitue l'aspect négatif par rapport au soutien qu'a pu apporter le gouvernement.

Les jeunes se sont mieux organisés pendant la Marche. Le Mouvement des jeunes issus de l'immigration est désormais déterminé à continuer le combat.

Djamel ATALLAH

La Marche pour l'Egalité et contre le racisme, surnommée par les médias "la marche des Beurs", a non seulement fait découvrir à une grande partie de la société française que des centaines de milliers de jeunes Maghrébins devaient désormais être comptés comme une composante structurelle de notre population ; elle a aussi amené à la prise de conscience qu'il existe un "Mouvement Beur" en France, un courant revendicatif, défensif et créateur s'exprimant particulièrement à travers un réseau de plus en plus important d'associations de jeunes. La tenue, à la Pentecôte 1984 dans l'agglomération lyonnaise, "d'Assises Nationales des Associations de jeunes issus de l'Immigration" a, bien entendu, renforcé cette prise de conscience.

Mais la plupart de ceux qui parlent de ce mouvement de jeunes issus de l'immigration maghrébine, le définissent comme un "mouvement naissant" qui aurait jailli ces derniers mois de manière presque spontanée. Et les conflits qui existent entre les principaux acteurs de ce mouvement sont souvent regardés avec tendresse comme des difficultés d'accouchement ou de premier âge...

Or, ce mouvement a une histoire vieille de déjà plusieurs années. Il a une filiation. Et de la même manière que les jeunes maghrébins de France sont, au moins en partie, les enfants de leurs parents immigrés, le mouvement des jeunes est lui aussi, au moins pour partie, inscrit dans l'histoire des luttes menées depuis plus de 25 ans en France par les immigrés maghrébins.

La guerre d'Algérie et mai 68

On oublie trop facilement, par exemple, que des milliers de jeunes Algériens sont nés ou ont grandi en France avant l'indépendance de

l'Algérie et que certains d'entre eux ont été mêlés, enfants ou adolescents, aux combats pour cette indépendance. Parmi ceux qui ont aujourd'hui entre 30 et 35 ans, plusieurs ont secondé leurs parents dans la circulation de tracts, d'armes ou d'argent, ont participé à des manifestations ou gardent au moins le souvenir des rafles dans leurs quartiers ou leurs bidonvilles.

Ces "premiers enfants" de l'immigration maghrébine ont aussi, pour certains, vécu et participé quelque peu au grand bouleversement de mai 1968. Le mouvement étudiant, de fait, s'est développé à partir de l'université de Nanterre, à côté des bidonvilles alors nombreux dans cette partie de l'agglomération parisienne et des rencontres ont eu lieu entre les étudiants et les jeunes maghrébins de ces bidonvilles. Les années qui vont suivre, les "maos" de la gauche prolétarienne vont s'efforcer de susciter une mobilisation des populations dans les bidonvilles, qui conduira à des luttes pour le logement ou l'amélioration des conditions de vie et dans lesquelles la conscience politique de plusieurs jeunes va se forger. Cette rencontre de l'université et des bidonvilles explique que c'est particulièrement autour de Nanterre qu'a commencé à émerger ce qu'on appelle aujourd'hui le "Mouvement Beur", avec la troupe de théâtre militant "Week-end à Nanterre" créée en 1977 puis avec Rock Against Police en 1980 et l'Association Gutemberg en 1982.

De l'assassinat de Djellali au journal "Sans Frontière"

Les années 1970 vont être marquées, en France, par plusieurs mouvements revendicatifs autonomes de travailleurs immigrés : grèves de la faim pour obtenir la reconnaissance du droit au séjour et du droit au travail, mouvements de grèves dans des entreprises employant essentiellement des immigrés, grève des loyers dans les foyers SONACOTRA... Des organisations autonomes de travailleurs immigrés se développent avec le soutien d'organisations françaises favorables à cette autonomie et l'on

constate chez les immigrés maghrébins un fort sentiment de solidarité avec la révolution palestinienne. La plupart de ces mouvements sont animés par des travailleurs jeunes arrivés depuis quelques années en France et qui n'ont pas d'enfants ici. Néanmoins, on verra quelques fois des enfants d'immigrés se solidariser avec eux. Ainsi, en octobre 1971, quand est tué le jeune Djillali, 16 ans, dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris, et que cela suscite la première grande manifestation de solidarité entre Français et Maghrébins depuis la guerre d'Algérie, il y a des jeunes parmi les manifestants (à l'époque, cependant, on n'a pas encore découvert la réalité des jeunes issus de l'immigration maghrébine et le jeune Djillali est considéré comme un immigré comme les autres). On verra encore des jeunes avec leurs familles dans les manifestations de protestation contre les nombreux attentats qui vont frapper la communauté maghrébine entre 1973 et 1975, particulièrement dans la région marseillaise. De même, durant l'été 1979, quand quelques trois cents résidents du foyer SONACOTRA de Garges les Gonesse sont expulsés par la police après quatre ans de grève des loyers et s'installent durant deux mois sous des tentes sur un terrain vague, des dizaines de jeunes maghrébins viennent leur manifester leur solidarité, malgré une communication difficile entre eux. Et quand est créé, en 1979 aussi à Paris, le journal "Sans Frontière" par des militants de l'immigration maghrébine ayant été parmi les initiateurs des grèves de la faim de 1972-1973, des jeunes de la "Nouvelle Génération" s'associent au lancement de cet organe de presse.

Répression

Durant toutes ces années soixante et les premières années soixante dix, toutefois, l'immigration maghrébine n'a pas encore été appréhendée comme un phénomène structurel. L'immigration familiale apparaît comme très secondaire par rapport à une immigration de travailleurs perçue comme temporaire.

Et les jeunes issus de l'immigration représentent une minorité presque invisible et silencieuse. Mais cela va changer avec la deuxième moitié de la décennie soixante-dix. On va alors progressivement découvrir comme "un problème grave de société" la présence grandissante de plusieurs centaines de milliers de jeunes issus de l'immigration, et particulièrement de l'immigration algérienne. Dans les banlieues ouvrières des grandes villes, dans les écoles, sur la voie publique, dans les équipements sociaux et bientôt dans les prisons, cette présence va être ressentie de plus en plus comme envahissante et dangereuse, d'autant plus que, du fait de l'apparition et du développement de la crise économique mondiale, le marché du travail ne va pas accepter ces jeunes un temps désiré pour assurer la relève de leurs parents dans les emplois dévalorisés.

Ayant grandi dans le cadre d'une culture occidentale et d'une civilisation de consommation et de liberté individuelle, les jeunes maghrébins ne sont pas entièrement la progéniture de leurs parents. Mais ils n'en sont pas moins que ces derniers les parias de notre société, souffrant de plus de l'exclusion du marché de l'emploi. Inévitablement, une partie importante d'entre eux va alors manifester une certaine révolte, qui va notamment se traduire par des comportements appréciés comme "troublant l'ordre public" : bruit sur la voie publique, vandalisme, délinquance... Et plus qu'une politique de réelle insertion, c'est une politique de répression qui va être appliquée tout au long du septennat présidentiel de Valéry Giscard d'Estaing, avec souvent le concours des municipalités d'opposition, particulièrement communistes. Progressivement, les quartiers où les jeunes maghrébins sont nombreux vont faire l'objet d'un quadrillage policier. Les commissariats, les tribunaux et les prisons vont devenir des lieux familiers pour des milliers de jeunes. Et des milliers vont connaître aussi l'expulsion du territoire et se retrouver, seuls, dans le pays d'origine de leurs parents où ils n'ont parfois jamais mis les pieds auparavant.

Les premiers regroupements de jeunes et la stratégie des représailles

En face des mécanismes de l'exclusion et de la répression, des jeunes vont commencer à s'organiser et à lutter. Plusieurs rejoignent des organisations bien établies : Amicale des Algériens en Europe, Jeunesse Communiste, Jeunesse Ouvrière Chrétienne qui s'ouvre aux Musulmans sans intention de prosélytisme religieux, syndicats ouvriers français pour quelques uns qui travaillent... Mais dès 1976 apparaît le besoin d'une expression et d'une organisation autonomes. Et c'est ainsi que se créent les premières troupes de théâtre militant : "la Kahina" d'Aubervilliers (1976), "Week-end à Nanterre" (1977), "Ibn Khaldoun" avec des jeunes de Belleville et de Gennevilliers (1979)...

Cette tentative d'auto-organisation se manifeste alors évidemment très modestement, très timidement. Plus nombreux sont les jeunes qui se regroupent autour de clubs de prévention, de centres sociaux etc... cherchant à organiser leur vie avec le concours de travailleurs sociaux. Ces équipements et ces travailleurs sociaux vont permettre à beaucoup de s'ouvrir à la parole et à l'action, ne serait-ce que par la mise en place de loisirs collectifs.

Mais un ensemble de "faits sociaux" est également révélateur de la conscientisation et de la révolte qui cherche à s'organiser des jeunes maghrébins. Ce sont des incidents recherchés entre jeunes et policiers. Ainsi, en novembre 1977, à Vitry, Hauts-de-Seine, une trentaine d'adolescents "passent à tabac" trois gardiens de la paix en représailles aux persécutions policières dont ils jugent être victimes. En 1979 et 1980, des manifestations semblables vont se multiplier aussi bien dans les banlieues marseillaise, lyonnaise que parisienne. Plus ou moins consciemment, des milliers de jeunes de ces banlieues se considèrent en guerre avec la police, voulant faire payer à celle-ci une politique d'humiliation permanente.

Rock Against Police et la tentation de la querilla urbaine

En avril 1980 apparaît à Paris "Rock Against Police", qui est à la fois une structure souple de regroupement et un journal. Inspirée des concerts "Rock Against Police" organisés en Grande-Bretagne par les jeunes Antillais, cette initiative a pour auteur Mogniss Hamed Abdallah, un jeune intellectuel de père égyptien et de mère scandinave qui vit depuis plusieurs années en symbiose avec les jeunes maghrébins de Nanterre et qui faillit être expulsé de France en 1979. Le 19 avril 1980, un millier de jeunes de plusieurs banlieues parisiennes se rassemblent, sans autorisation, dans un terrain vague du 20^e arrondissement de Paris, pour vibrer au son d'une musique criant la dureté de l'existence des jeunes et la haine des policiers. Le premier numéro du journal qui y est distribué gratuitement contient une célébration de la révolte quotidienne, celle qui s'exprime dans l'utilisation sans payer des moyens de transport, l'occupation des logements vides, le "libre service" gratuit dans les grandes surfaces commerciales; la guerre ouverte aux policiers, les émeutes dans les prisons. "La délinquance, c'est le moyen de s'affirmer en tant que jeune immigré", y lit-on.

Quand on reprend aujourd'hui ce journal de quatre pages, on a du mal à comprendre que Rock Against Police n'ait pas fait l'objet de poursuites et d'interdiction tant l'incitation à la violence y était présente. A travers ce paragraphe, par exemple : "En 1972, les flics n'entraient pas dans la cité (à Nanterre) ; les mecs tiraient sur les cars. On a même trouvé un flic pendu dans une cave".

Toutes ces pratiques de la révolte étaient, il est vrai, présentées comme des réponses légitimes aux pratiques répressives de l'Etat, relayées par les pouvoirs locaux et surtout les mairies communistes. Quelques mois avant le premier concert de Rock Against Police, Kader, 17 ans, avait été abattu par un gardien dans une cité de Vitry. Et ces garçons seront malheureusement les premiers d'une longue série...

Il faut bien avoir à l'esprit que 1980 est une année où les épreuves se sont succédées pour les jeunes maghrébins de France : lourdes condamnations par les tribunaux, suicides en prison et ailleurs de jeunes ne pouvant plus vivre leur révolte, expulsions du territoire de plus en plus importantes, agressions répétées de jeunes maghrébins de Bondy par des militants néo-fascistes, meurtres successifs de jeunes dans les banlieues parisiennes et à Marseille. En face de ces drames, des jeunes se mobilisent : à Nantes, un réseau de soutien se met en place pour cacher deux jeunes expulsés ; à Bondy et à la Courneuve, des tours de garde sont organisés dans les cités pour prévenir les raids néo-fascistes ; à Marseille, une manifestation a lieu à la Canebière le 20 octobre après le meurtre de Lahouari, 17 ans et demi, par le C.R.S Taillefer...

Rock Against Police va exister jusqu'au printemps 1981. Des jeunes maghrébins s'y retrouvent, mais aussi quelques jeunes Français car ce qui est recherché, c'est une organisation autonome des groupes de jeunes prolétaires des banlieues "face aux flics, aux fafs (fascistes) et à tous les emmerdeurs". D'autres concerts gratuits sont organisés dans les banlieues parisiennes et deux autres numéros du journal sont publiés. Le réseau tente de s'étendre à Lyon, à Strasbourg, à Nantes, à Caen, à Marseille, là où se manifeste une "résistance urbaine contre les flics et le parti communiste". Ainsi, le numéro 2 de Rock Against Police contient un long article sur la guerre qui oppose les jeunes maghrébins de deux cités lyonnaises aux policiers et aux municipalités : Olivier de Serres à Villeurbanne et la Grappinière à Vaulx en Velin.

Rock Against Police est la première grande tentative d'organisation de la circulation des informations et des moyens de lutte entre les groupes de jeunes des cités.

Ses animateurs effectuent un pénible parcours du combattant dans cet obscur tissu urbain des banlieues. Ils formulent en théorie politique la révolte quotidienne des jeunes et proposent un moyen efficace de regroupement : le rock dans des concerts gratuits. Qui plus est, des avocats de Nanterre ont accepté l'idée de monter avec eux un collectif d'avocats pour une intervention militante qui tenterait notamment de promouvoir un statut juridique européen spécifique pour les jeunes issus de l'immigration...

La grève de la faim d'avril 1981 et la victoire de la gauche

Ce recueil et cette organisation de la vitalité sociale des jeunes des banlieues, Rock Against Police aurait certainement pu les poursuivre pendant longtemps avec toutefois le risque d'aboutir à des émeutes comme la Grande-Bretagne en connut au printemps et à l'été 1981 avec les jeunes Antillais, émeutes sévèrement réprimées. Mais 1981 va être le théâtre en France de deux événements importants : d'abord la grève de la faim menée du 2 au 30 avril contre les expulsions de jeunes par le pasteur Jean Costil, Hamid Boukrouma et moi-même ; ensuite, la victoire de François Mitterrand et de la gauche aux élections présidentielles et législatives de mai et juin.

En fait, pendant que s'organisait discrètement dans plusieurs banlieues de France un mouvement de jeunes dans l'esprit de Rock Against Police, toute une lutte se menait dans le pays depuis 1979 contre la politique gouvernementale en matière d'immigration, laquelle visait au départ de plusieurs centaines de milliers d'étrangers et de leurs familles, essentiellement le départ des Algériens. Cette lutte était conduite par les associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, les organisations syndicales C.F.D.T, C.G.T et F.E.N et les organisations de défense des Droits de l'Homme, les Eglises, les partis politiques de gauche, les formations d'extrême-gauche et bien entendu les organisations autonomes de travailleurs immigrés. Mais elle se heurtait à un mur, et c'est la

raison pour laquelle j'en vins à décider l'utilisation de l'arme ultime de la grève de la faim illimitée, ne pouvant plus accepter l'expulsion de jeunes dont plusieurs de mes amis.

Cette grève de la faim fut reçue comme un nouveau souffle par tous ceux qui s'épuisèrent à lutter depuis plusieurs années contre la politique gouvernementale de rejet des immigrés et elle recueillit un soutien très important à travers toute la France, ce qui obligea le gouvernement à fléchir en acceptant une suspension des expulsions et l'ouverture de négociations. Plus de cinquante comités se constituèrent à travers le pays, au sein desquels nombre de jeunes issus de l'immigration maghrébine se retrouvèrent. Déjà, avec cette grève, deux ans et demi avant la Marche pour l'Egalité, des centaines de jeunes maghrébins se manifestèrent comme étant de France et comme étant en mesure d'être des acteurs de notre société. Et après la grève, dont la fin fut vécue comme frustrante par tous ceux qui s'apprêtaient à lancer des initiatives en rapport, plusieurs associations de jeunes vont voir le jour.

En lançant cette action, mon intention n'était pas, évidemment, de court-circuiter la tentative d'organisation faite par Rock Against Police, mais c'est cependant ce qui se produisit. Alors que Rock Against Police proposait une auto-organisation des groupes de jeunes des banlieues, la grève de la faim, en effet, suscita un mouvement de solidarité entre ces jeunes et d'autres composantes de la société française. Alors que Rock Against Police mettait en valeur une stratégie ne refusant pas la violence, la grève de la faim introduisit chez les jeunes maghrébins la stratégie de l'action non violente, y compris dans les prisons lyonnaises où les grèves de la faim de jeunes promis à l'expulsion furent menées en soutien à la nôtre.

.../...

Avec la grève, nous n'avions pas obtenu toutefois la garantie de la fin des expulsions de jeunes. La droite aurait conservé le pouvoir sans doute aurait-il fallu encore se battre sérieusement. Mais, le 10 mai, François Mitterrand était élu Président de la République. Il avait apporté son soutien personnel à notre action et lorsque le gouvernement de gauche fut formé, une des premières mesures qu'il prit fut l'arrêt des expulsions de jeunes, ce qui fut inscrit peu après dans la loi du 29 octobre 1981 réglementant le séjour des étrangers.

"L'été chaud" de 1981 dans l'agglomération lyonnaise

Mais cette fin des expulsions de jeunes issus de l'immigration ne fut pas accueillie avec joie par tout le monde. Certains secteurs de la police, particulièrement, acceptèrent mal cette mesure, et sans doute est-ce dans leur rancœur que se tient, pour partie au moins, l'explication de ce qui a été appelé "l'été chaud" des banlieues lyonnaises.

De la fin juin au début d'octobre 1981, en effet, les incidents vont se multiplier entre jeunes et policiers dans surtout trois villes de l'agglomération lyonnaise : Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Vénissieux-les-Minguettes. Des jeunes volent des voitures de grosse cylindrée, font la course avec les véhicules de police qui les pourchassent et brûlent finalement dans un grand spectacle les automobiles empruntées. Quand les forces de police essayent d'intercepter les auteurs de ces "rodéos", elles courent le risque de se faire assaillir par des projectiles divers lancés par ceux qui, au départ, regardent.

En réalité, ces événements n'étaient pas plus graves, à l'origine, que ceux qui se produisaient régulièrement depuis deux ans dans les cités Olivier de Serres à Villeurbanne et la Grappinière à Vaulx en Velin, sans parler d'autres cités de France. Mais cet été là, une utilisation politique en fut faite : "Voyez comme la gauche est incapable d'assurer la sécurité !" Et la presse gonfla à souhait les incidents voulant voir en eux une réplique des émeutes des jeunes Noirs qui avaient éclaté quelques semaines auparavant en Grande Bretagne.

Bien entendu, la police finit par avoir le dernier mot, et une cinquantaine de jeunes va se retrouver incarcérée, parfois pour dix-huit mois de prison. Parmi les détenus, des garçons qu'on a arrêtés et condamnés sans preuve réelle "pour l'exemple", ce qui va conduire à la création de petits comités demandant leur libération, notamment aux Minguettes, comités créés sur les quartiers avec le concours de travailleurs sociaux. Les rodéos étaient une expression spontanée de l'animosité à l'égard de la police perçue comme symbole d'une société oppressive ; ils ne constituaient pas une révolte organisée malgré les quelques tentatives de manipulation politique dont les jeunes firent l'objet. Mais la répression va conduire à une formulation politique et à un début d'organisation de cette révolte, notamment dans la préparation des procès.

Personnellement, j'étais conscient, bien entendu, que la manière dont les incidents des banlieues lyonnaises étaient mis en vedette par certains secteurs de la police et de la presse, constituait une réponse aux acquis de notre grève de la faim et les menaçait. C'est pourquoi je me suis efforcé de rejoindre les comités de soutien constitués par les jeunes et j'ai surtout fait mon possible pour que la voix de ces derniers soit entendue. Ainsi, nous avons emmené un groupe de garçons des Minguettes à l'Assemblée Nationale pour qu'ils y rencontrent quelques députés socialistes.

Zaâma d'Banlieue

Rock Against Police, ai-je expliqué, s'est éteint avec le printemps 1981. Mais il avait donné naissance à Lyon à un enfant : Zaâma d'Banlieue, créé en mars 1981 par une dizaine de jeunes maghrébines, anciennes étudiantes adhérant à la dynamique de Rock Against Police et voulant la faire vivre sur l'agglomération lyonnaise. La grève de la faim d'avril contre les expulsions les gêna quelque peu dans le lancement de leur mouvement, leur ravissant l'initiative, mais dès

le 6 juin, ces jeunes femmes organisaient à Saint-Fons un concert de rock gratuit qui rassembla quelques quatre cents jeunes.

Comme Rock Against Police, Zaâma d'Banlieue se donne pour moyens l'organisation de concerts et la publication irrégulière d'un journal. "Ces deux moyens minimum dans un objectif de prise en charge réelle de moyens d'information qui nous soient propres et d'espaces culturels accessibles à tous et à toutes. Dans le but de déclencher d'autres initiatives du même genre : des collectifs dans les cités qui prennent en main directement leurs loisirs, leurs espaces de vie, leurs résistances au quotidien, face aux flics, aux contrôles, aux milices, aux arrestations et condamnations arbitraires" lit-on dans le n° 2 du journal.

Cette prise en charge, Zaâma va, bien entendu, pouvoir la mettre à l'oeuvre à l'occasion des événements de "l'été chaud". Le groupe sera présent dans les comités de soutien aux jeunes incarcérés. Le 31 octobre, il organise une manifestation de rue dans le centre de Lyon, occupant même les locaux du quotidien régional "Le Progrès" pour dénoncer la mise en liberté de l'assassin du jeune Kader tué à Vitry tandis que les jeunes des Minguettes sont mis en prison.

Zaâma d'Banlieue, comme Rock Against Police, défend la légitimité de la délinquance des jeunes des banlieues et se refuse à faire la distinction entre une "bonne" et une "mauvaise" révoltes. Ses animateurs, toutefois, se gardent de faire l'apologie de l'action violente... mais ils n'en appellent pas pour autant à une stratégie d'action non violente ! les rodéos ont amené la répression et Zaâma a la sagesse de ne pas vouloir entraîner les jeunes au "casse pipe".

Ce groupe est un petit groupe ; il a le handicap de ne pas être implanté dans un quartier précis, et celui, plus important encore en milieu maghrébin, d'être conduit par des jeunes femmes ayant largement pris leurs distances avec le modèle traditionnel de la femme musulmane. Malgré cela, Zaâma va savoir réussir plusieurs regroupements : des concerts, certes, mais aussi plusieurs manifestations de rue qui auront une grande tenue et rassembleront jusqu'à six cents participants : le 11 novembre 1982, après deux meurtres de jeunes dans l'agglomération, le 26 mars 1983 après la libération de l'assassin de l'un de ces jeunes ...

Zaâma veut susciter sur tous les quartiers de l'agglomération lyonnaise une auto-organisation des jeunes, et le mouvement associatif des jeunes tendant en effet à se développer, son souci est de favoriser la coordination de tout ce qui grandit. Une coordination voulue à l'échelon local, bien entendu, mais aussi national. Et c'est ainsi que dès juin 1982, Zaâma suscite deux journées de rencontres nationales à la Bourse du Travail de Lyon, qui réuniront essentiellement des jeunes de la région lyonnaise dans des forums et dans la participation à une suite de spectacles, mais aussi quelques groupes de Paris et de Marseille. Un an plus tard, les 28 et 29 mai 1983, cette entreprise est renouvelée, dans le cadre cette fois du 5^e Festival National des Travailleurs Immigrés, à l'initiative d'une "Coordination des jeunes des banlieues" dont Zaâma se révèle le moteur.

Une dizaine d'associations autonomes de jeunes issus de l'immigration existant à présent dans l'agglomération lyonnaise et ayant la volonté de fonctionner en collectif. Zaâma tend maintenant à s'effacer. Mais ses animatrices n'en ont pas moins été les chevilles ouvrières des Assises Nationales des associations de jeunes qui se sont tenues à la Pentecôte 1984 à Vaulx-en-Velin et à Villeurbanne, et elles restent parmi les principaux acteurs du "Mouvement Beur".

Le foisonnement associatif

La gauche au pouvoir va très rapidement prendre trois mesures d'une grande importance quant au développement et à l'orientation de la dynamique d'auto-organisation chez les jeunes maghrébins. D'abord, et je l'ai déjà souligné, l'arrêt des expulsions de jeunes issus de l'immigration, ce qui revient et a été reçu comme une reconnaissance du droit illimité de vivre en France. Ensuite, le gouvernement et le parlement vont ouvrir sans condition le droit d'association aux personnes de nationalité étrangère, ce qui va conduire des dizaines de groupes de jeunes à s'organiser en associations et leur permettre d'accéder à un statut d'interlocuteurs respectés des pouvoirs publics. Et puis, la gauche a rendu légales les radios privées, et même si peu de radios spécifiquement animées par des jeunes issus de l'immigration vont se créer, en revanche, des centaines de ces jeunes vont être associés à des dizaines de radios de tous ordres à travers l'hexagone

De toute évidence, ces mesures ont désamorcé la révolte qui couvait dans de nombreuses villes de France, et elles ont amené des centaines de jeunes maghrébins à s'intégrer dans le fonctionnement institutionnel de notre pays. Ainsi, le "Mouvement Beur" a pu s'orienter dans une direction "légalisée" et ne pas tomber dans le piège de la guérilla urbaine qui le menaçait très certainement. Par exemple, quelques groupes très radicaux de la région parisienne qui étaient prêts à des actions violentes comme l'incendie de bâtiments en sont venus à abandonner ce choix stratégique dès lors qu'ils ont pu bénéficier de subventions pour des activités d'animation et même de création d'entreprises.

Dans ce qui précède, j'ai évoqué deux groupes importants dans l'histoire du "Mouvement Beur" qui appartiennent à un courant de pensée aux frontières de l'anarchisme et du "maoïsme spontanéiste" : Rock Against Police et Zaâma d'Banlieue. Ces deux groupes sont importants en ce sens

qu'ils ont chacun voulu acquérir une dimension nationale et ont agi dans ce sens. Mais la majorité des associations qui se sont créées ces dernières années sont des associations de quartiers, soucieuses de participer d'abord au changement de la vie locale.

Beaucoup de ces associations sont nées "à l'ombre" d'un centre social ou d'un club de prévention, ou encore avec l'appui de la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés, la F.A.S.T.I, laquelle, avec ses quelques cent cinquante associations locales, touche nombre de jeunes maghrébins (le 26 et 27 février 1983, la FASTI a ainsi organisé à Melun une "Rencontre Nationale sur et avec les jeunes immigrés" qui a rassemblé environ 120 jeunes dans une réflexion très riche). Plusieurs d'entre elles se présentent comme des groupes de théâtre qui, dans le style de la Comedia del Arte, mettent à nu les grands problèmes et dénoncent les injustices qui sont le lot des jeunes et de leurs familles : Théâtre des Flamands à Marseille (créé en 1980), Rose des Sables à Valence (1981), Stars du Bled à Pierre-Bénite (1981), Chakchouka à Gennevilliers (1981) etc...

D'autres ont d'abord le souci de prendre en charge tout autant l'animation culturelle et ludique des familles d'une cité ou d'un quartier que la défense des droits de celle-ci : association Lignes Parallèles à Vaulx-en-Velin (1981), Grain Magique à Saint Etienne, Gutemberg à Nanterre (1981), Solidar'Jeunes à Famek (1982), Dignité à Aix-en-Provence (1984) etc... Elles organisent pour cela des séances de cinéma, des fêtes, des animations de rue, des sorties, des camps. Quand il y a des incidents, elles se posent en médiateurs entre les familles et les pouvoirs publics ou, le plus souvent, prennent totalement le parti des premières. L'association Gutemberg de Nanterre a choisi de s'occuper particulièrement du relogement des familles de la cité de transit dont elle porte le nom. L'association Lignes Parallèles

de Vaux-en-Velin prépare des jeunes au passage de brevets d'animateurs. A la cité Gutenberg de Nanterre encore, une société coopérative de déménagement, Transit Service, a été créée par des jeunes avec un gros soutien de l'Etat. A Aix-en-Provence, l'association Dignité a monté un stage de bûcheronnage etc...

Plusieurs de ces associations se sont constituées sous la pression des événements, et d'événements tragiques, à savoir la mort de jeunes, victimes de crimes racistes ou sécuritaires. C'est le cas du Théâtre des Flamands à Marseille, de l'association Gutenberg, des Amis de Wahid Hachichi à Vaux-en-Velin, et de bien d'autres. Car si l'arrivée de la gauche au pouvoir a entraîné une modification positive des rapports entre les jeunes des banlieues et les pouvoirs publics, les campagnes menées sur le thème de l'insécurité par l'opposition, la grande presse qui lui est liée et certains secteurs de la police, ont conduit à plusieurs dizaines de meurtres... la plupart absous par la justice qui les considère comme des actes de légitime défense ou de simple énervement. Bien entendu, ces meurtres ont provoqué une grande émotion dans les communautés maghrébines ; ils ont motivé la Marche pour l'Egalité mais ils ont auparavant suscité un fort courant d'organisation chez les jeunes des banlieues.

Parmi toutes ces associations (leur nombre doit approcher les 150), l'une se distingue plus que les autres : l'ANGI, l'Association de la Nouvelle Génération Immigrée d'Aubervilliers, créée en 1981 par des intellectuels, des artistes et des travailleurs sociaux d'origine kabyle, dont certains avaient animé la troupe de théâtre "la Kahina", une des plus anciennes compagnies. Cette association, parmi les plus subventionnées (le Ministère de la Culture, en effet, favorise les associations animées par des berbères plutôt que celles composées d'Arabes, les premiers étant moins suspectés d'intégrisme musulman que les seconds), mène une intense

activité culturelle et éducative sur l'agglomération parisienne : organisation d'expositions, animation d'enfants, accueil de jeunes fugueuses, interventions artistiques dans les prisons etc... Mais elle a aussi une dimension nationale, apparaissant souvent comme la "rivale" de Zaâma d'Banlieue. Elle aussi, en effet, s'efforce de favoriser la coordination des initiatives à travers la France. Mais si Zaâma d'Banlieue prône un mouvement autonome des jeunes des banlieues, l'ANGI, elle, cherche plutôt à réaliser un regroupement de toute la communauté maghrébine de France, voulant acquérir pour cette dernière un "espace communautaire" dans la société française. L'ANGI a été extrêmement active dans le soutien des jeunes des banlieues parisiennes à la Marche pour l'Egalité. En janvier 1984, elle a appelé ces jeunes à se solidariser avec les ouvriers licenciés de Talbot. Et en août 1984, elle a organisé une première "Université d'été beur" à Clairvaux, dans le Jura, alliant vacances à formation pour une trentaine de jeunes de 16 à 20 ans.

Comme cela a été relevé au sujet de Rock Against Police et de Zaâma d'Banlieue, une tendance de ce mouvement associatif est de se doter d'organes de presse. Depuis quatre ans, divers petits journaux sont apparus mais ils n'ont pas vécu longtemps. Et, finalement, la plupart des associations utilisent les services du mensuel "Sans Frontière", ceux du bulletin de la FASTI ou du magazine du MRAP "Différences". Toutefois, courant mai 1983, une vingtaine de jeunes issus de l'immigration, vivant dans une dizaine de villes de France, ont imaginé, avec le fondateur de Rock Against Police, Mognis Hamed Abdallah, de monter une agence de presse multi-médias (vidéo, radio, presse écrite), cela afin de faire entendre directement la parole des jeunes si souvent déformée par la grande presse. Appelée "Im'Média", cette agence fonctionne modestement mais sérieusement et elle a déjà publié plusieurs bulletins de qualité.

Citons enfin les deux principales radios privées et animées par des jeunes issus de l'immigration maghrébine : Radio Beur à

à Paris et Radio Gazelle à Marseille, toutes les deux créées en 1981 et constituant chacune, dans sa ville, un pôle de regroupement important.

Juste après la Marche pour l'Egalité, du 18 janvier au 23 avril 1984, le Centre Georges Pompidou de Paris (Beaubourg) a présenté une très bonne exposition : "les enfants de l'immigration", réalisée avec le concours de plusieurs associations dont le dynamisme a été ainsi mis en valeur pour plusieurs dizaines de milliers de visiteurs. A travers ces dizaines d'associations, même très petites pour la plupart d'entre elles, qui existent à travers presque toute la France, il est certain, en effet, qu'une culture s'affirme qui est une richesse pour tous.

Stratégie de l'action non violente aux Minguettes

Tout ce que j'ai dit jusqu'ici laisse apparaître qu'un des problèmes essentiels qui se posent au "Mouvement beur" est celui du choix des moyens d'action, du choix stratégique. Et le mouvement beur, jusqu'à présent, n'a pas pu se déterminer clairement. L'action violente s'est manifestée de temps à autre ; elle n'a pas été réellement adoptée par des groupes organisés, essentiellement en raison de l'ouverture représentée par le gouvernement de gauche, et aussi parce qu'elle fait peser des risques de répression importante, mais quelques-uns ne l'ont pas totalement évacuée. L'action institutionnelle est celle de la plupart des associations, mais beaucoup d'entre celles-ci trouvent cependant que si elle permet d'avoir une activité culturelle ou éducative, elle s'avère insuffisante pour répondre correctement aux situations d'injustice qui demeurent pesantes et même s'aggravent : climat raciste, meurtres impunis, surveillance policière, exclusion du marché du travail etc... Reste donc l'alternative non violente mais cette dernière, quand ses possibilités ne sont pas méconnues, est souvent vue comme une expression chrétienne. Pourtant, elle a été utilisée avec succès en 1983 aux Minguettes et avec la Marche pour l'Egalité... il est vrai sous mon influence !

"L'été chaud" de 1981 a laissé des traces aux Minguettes. Dans un quartier surtout, celui de Monmousseau, les adolescents et les jeunes adultes maghrébins au chômage, "rouillant" au bas d'un ensemble de tours formant un ghetto, ont découvert que des actions spectaculaires pouvaient briser leur ennui et faire renaître leur existence si souvent niée. Plusieurs vont alors s'installer dans une activité délinquante multi-formes, cherchant le conflit avec les forces de police qui vont elles-mêmes se laisser entraîner dans une sorte de "guerre privée", comme cela s'était déjà produit en 1979 et en 1980 à la Cité Olivier de Serres à Villeurbanne et à celle de la Grappinière à Vaulx-en-Velin.

Fin novembre 1981, Amar Djaidja, 22 ans, vole avec un complice la recette d'un grand magasin de Pierre-Bénite. Arrêté presque aussitôt, il réussit, quelques jours après, à échapper aux policiers qui allaient perquisitionner chez lui au quartier Monmousseau, grâce à l'intervention de ses camarades. Dès lors, plusieurs mois durant, se cachant dans le quartier, il va s'avérer insaisissable, les policiers se faisant attaquer par les jeunes à chaque fois qu'ils essayent de l'appréhender. Du même coup, l'idée grandit dans l'opinion lyonnaise qu'il y a aux Minguettes un "bastion maghrébin" échappant à la loi et imprenable.

Finalement, Amar Djaidja sera arrêté en Italie. Mais pendant plusieurs mois, il fera figure de héros style "Mandrin" ou "Robin des Bois" pour une partie des jeunes de son quartier, et seront associés à cette figure ses deux frères les plus proches, Toumi et Ali, que les policiers n'auront de cesse de "faire craquer" à défaut de pouvoir coincer leur aîné. Ainsi a commencé à naître la légende de Toumi, emprisonné, inculpé, poursuivi, diffamé à tort.

Dans ce quartier Monmousseau des Minguettes, le climat de tension ne va cesser de monter entre jeunes et policiers, les uns et les autres se portant une peur et donc une haine mutuelles. Le lundi 21 mars 1983, c'est l'explosion. A la suite de deux interventions de police légitimes (il s'agissait de constater la présence d'objets volés) mais maladroitement conduites, les jeunes du quartier se sentent agressés injustement et c'est la bagarre autour et dans un immeuble de seize étages. Pendant plus de deux heures, une centaine de jeunes et autant de policiers venus en renfort aux premiers intervenants, vont s'affronter violemment jusqu'à ce que le préfet de police juge préférable de faire retirer les forces de l'ordre pour éviter qu'il y ait mort d'hommes. Une dizaine de policiers a été blessée ; un seul jeune a été arrêté... et probablement injustement !

Du fait de l'écho donné par la presse, ces événements vont avoir un retentissement énorme. L'opinion ne voit plus que la violence des jeunes maghrébins et c'est un lourd climat de haine à l'encontre de ces derniers qui se développe dans l'agglomération lyonnaise. Les policiers, par ailleurs, tous syndicats confondus, n'ont pas digéré d'avoir dû battre en retraite et une répression brutale menace de s'abattre sur les jeunes de Monmousseau et peut-être d'ailleurs. Mais c'est alors que l'inattendu survient : une douzaine de jeunes adultes du quartier Monmousseau décident subitement de se mettre en grève de la faim illimitée, manière de crier leur désespoir et leur désir de trouver des chemins de vie plus heureux que les leurs. Ils vont me faire l'honneur de m'associer à leur action, et nous allons ensemble nous efforcer de la mener au mieux. De fait, cette grève de la faim qui dura dix jours, eut pour effet de désorienter ceux qui en voulaient le plus aux jeunes, et surtout de retourner en leur faveur une partie de l'opinion qui ne savait plus trop que penser. Les pouvoirs publics vont savoir également être attentifs au message des jeunes et des décisions positives vont être prises et suivies

d'applications concernant aussi bien le fonctionnement de la police et de la justice que la participation des jeunes à la réhabilitation des quartiers. Sans le réaliser vraiment, quelques jeunes des Minguettes parmi les plus représentatifs socialement de leurs camarades, s'étaient engagés dans une stratégie d'action non violente, et cela fut payant. Le Collectif des associations de jeunes issus de l'immigration de l'agglomération lyonnaise, cependant, n'avait pas été associé à cette entreprise. Il n'y trouva pas sa place et s'en montra amer.

Les jeunes qui avaient mené cette grève de la faim avaient la révolte chevillée au corps mais ils n'avaient pas, pour la plupart, l'envergure de militants. Assumer les suites de leur action, notamment en devant sur un long terme des interlocuteurs valables des pouvoirs publics sur les problèmes concernant leur quartier, va être dur pour eux. Ils créeront une association, SOS Avenir Minguettes, mais celle-ci demeurera plus une idée qu'une réalité. Et si les événements ne s'étaient pas succédés aux Minguettes, indépendamment de la volonté de ces jeunes mais les obligeant à réagir rapidement à chaque fois, on n'aurait très vite plus entendu parler d'eux en tant qu'acteurs de leur vie.

Ces événements, ils vont être liés notamment à la destruction de tours aux logements désertés. Les pouvoirs publics ont décidé cette mesure mais toute la population du quartier n'est pas d'accord avec. Progressivement, les animateurs de SOS Avenir Minguettes vont accepter cette phase de la réhabilitation de leur quartier, et ils vont apparaître comme des médiateurs indispensables. Mais, dans le même temps, les incidents entre jeunes sont violemment agressés par des policiers dans le cadre d'une interpellation abusive. Puis, le 20 juin, Toumi Djaidja reçoit en plein ventre une balle tirée par un policier alors qu'il dégageait un adolescent des crocs du chien de ce fonctionnaire.

Ces nouvelles étapes du conflit jeunes/policiers firent craindre que l'été 83 soit beaucoup plus "chaud" encore que celui de 81. Mais depuis la grève de la faim de mars-avril, les relations entre les pouvoirs publics et S.O.S. Avenir Minguettes s'étaient multipliées ; des rapports de confiance existaient même entre personnes des deux groupes. Les animateurs de S.O.S., par ailleurs, avaient commencé à s'inscrire dans une stratégie d'action non violente... et c'est cette dernière qu'ils vont encore essayer d'expérimenter avec moi, au grand dam du Collectif des associations de jeunes de la région lyonnaise.

Ce sera, on le sait, la Marche pour l'Egalité et contre le racisme, conduite à travers la France du 15 octobre au 3 décembre, pour dénoncer les violences faites au Maghrébins de France, et particulièrement les meurtres de jeunes qui se sont succédés en 1983, et pour en appeler à la réalisation d'une société fraternelle, pluri-ethnique. L'initiative ébranla une grande partie de l'opinion publique du pays. Partis de Marseille dans une quasi-indifférence, nous allions arriver à Paris accompagnés de 100 000 personnes.

Cette marche mobilisa les enthousiasmes de centaines de milliers de personnes, et surtout ceux de dizaines de milliers de jeunes maghrébins qui, avec elle, se découvrirent comme "de France". Sous son impulsion, beaucoup ressentirent l'envie et le courage de continuer à se battre, et plusieurs associations se créèrent. En revanche, après la Marche, S.O.S. Avenir Minguettes se défit. Les jeunes de cette association avaient été les héros d'un mouvement qui les dépassait et dont ils ne pouvaient assumer la suite.

Les Assises Nationales des associations de jeunes

La suite, deux groupes vont vouloir la prendre en charge : le Collectif des jeunes de Paris et de sa banlieue, créé durant la Marche, et le Collectif lyonnais. Mais le premier collectif, victime de conflits de personnes et de luttes pour le pouvoir, périclita cependant très vite. En revanche, le Collectif lyonnais sut mener à bien son projet : le rassemblement des premières Assises Nationales des associations de jeunes, issus de l'immigration qui se tinrent les 9, 10 et 11 juin 1984 à Vaulx-en-Velin à Villeurbanne.

Mot-clé de ces Assises : "autonomie" ! Dans le texte de présentation, les organisateurs insistaient sur "la réappropriation de notre parole", "l'appropriation de tous nos droits", "la participation aux décisions nous concernant et la participation à la gestion de notre vie quotidienne", "la maîtrise, enfin, des stratégies pouvant aboutir à l'amélioration de notre condition"... Il y était ajouté : "Notre autonomie se définit donc clairement en dehors du clivage politique gauche/droite et aussi en dehors du discours des courants humanistes qui ne retraduisent pas obligatoirement nos besoins et nos aspirations".

De toute évidence, même si la tenue de ces Assises avait été rendu possible par la Marche pour l'Égalité, les organisateurs avaient le désir de "régler son compte" à une initiative et à un choix stratégique dont ils n'avaient pas été les dévidés. Cependant, une grande démocratie présida au déroulement de ces Assises, qui rassemblèrent quelques 150 participants représentant 52 associations venues de 35 villes, participants aux options diverses même si la majorité d'entre eux étaient des travailleurs sociaux ou des étudiants. Et les travaux de groupe surent heureusement dépasser la querelle initiale, sans toutefois produire des choses très originales.

Trois commissions ont fonctionné durant ces Assises : une commission "Associations", une commission "Égalité des droits" et une commission "Police-justice".

Le compte-rendu de la première commission affirme avec force : "Nous ne reconnaissons à personne le droit de parler en notre nom ou de nous représenter", ce droit ne pouvant être exercé que par le mouvement associatif des jeunes auto-organisés. Mais la commission constate que la plupart des associations de jeunes sont des associations à dimension socio-culturelle constituées pour prendre en charge des réalités locales quotidiennes, et que le risque existe pour elles de finir par jouer un rôle de contrôle social, cela d'autant plus que la vie des associations est souvent subordonnée à l'octroi de subventions. En face de ce risque, les Assises suggéreront que les associations se réunissent en collectifs régionaux qui, sans attenter à l'indépendance des associations, permettent à ces dernières de disposer d'un outil revendicatif.

On pouvait attendre du travail de la deuxième commission des idées neuves, dynamiques. Son compte-rendu est extrêmement décevant. En effet, il fait peu cas de la situation spécifique des jeunes issus de l'immigration dont une partie de plus en plus importante a, de droit, la nationalité française, et il se contente de reprendre les revendications traditionnelles des associations autonomes de travailleurs immigrés énoncées depuis dix ans. Les jeunes réunis en Assises n'ont pas voulu ou pas pu se prononcer sur leur insertion dans la communauté nationale française ; tout en disant qu'il ne fallait plus parler d'eux comme "d'immigrés", ils se sont positionnés comme tels.

Quant à la commission "Police-Justice", elle a fourni un compte-rendu également décevant, dénonçant pêle-mêle milices privées, police municipale, politique de l'flotage etc... faisant preuve d'une démesure qui peut difficilement inciter les pouvoirs publics à entendre les revendications légitimes des jeunes des banlieues concernant les pratiques à leur regard

des institutions policière et judiciaire. Cela est d'autant plus affligeant que, par les associations de jeunes, il en est au moins deux qui ont déjà mené une réflexion approfondie sur ces questions, réflexion non prise en compte par les Assises : l'Association des amis de Wahid Hachichi de Vaulx-en-Velin et l'agence Im'média.

Les résultats rendus publics des travaux des Assises laissent l'impression à un observateur-acteur comme moi que ce rassemblement national n'a pas abordé les vraies questions qui se posent aux jeunes issus de l'immigration et qui se posent à l'ensemble de la société française : insertion ou non dans la communauté nationale française et, si oui, selon quelles modalités, choix des partenaires pour lutter contre la ségrégation, moyens stratégiques à adopter... Cette manifestation aura cependant eu comme côté positif de permettre à une cinquantaine d'associations de faire connaissance entre elles et de commencer à se coordonner. Par ailleurs, ces Assises étaient les premières ; il devrait y en avoir d'autres et il faut espérer qu'alors les vraies questions seront prises à bras le corps...

Les différents courants en présence

En fait, à l'heure actuelle, plusieurs courants se distinguent au sein du "Mouvement Beur", qui sont révélateurs des difficultés qu'ont les jeunes issus de l'immigration maghrébine à se situer dans la société française. Je crois pouvoir en faire la liste suivante :

1. Un courant associatif maghrébin faisant profession de foi d'autonomie "pure et dure", visant à se poser comme l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics en ce qui concerne les jeunes issus de l'immigration maghrébine, et désireux de prendre au moins en partie la place (subventions comprises) des organisations qui aujourd'hui se

présentent comme "spécialistes" de l'immigration : CLAP, FASTI, CIMADE etc... C'est à ce courant, animé principalement par des travailleurs sociaux et des étudiants, qu'appartiennent les organisateurs des Assises.

2. Un courant associatif tendant essentiellement à prendre en charge des réalités locales immédiates (défense des droits des jeunes sur un quartier, animation culturelle, recherche d'alternatives au chômage...), avec un souci d'autonomie de la parole et de l'organisation ne refusant pas pour autant le partenariat avec des organisations françaises. La majorité des associations se rattachent à ce courant.
3. Un courant tendant à organiser les jeunes prolétaires des banlieues sans faire référence aux appartenances ethniques de ceux-ci, pour les mobiliser essentiellement contre les politiques répressives dont ils souffrent et contre les menaces de meurtres sécuritaires. Ce courant est, bien entendu, celui qui animait Rock Against Police et que l'on retrouve aujourd'hui avec l'Agence Im'média.
4. Un courant très marqué par "l'exemple américain" (lobby juif, vote noir...) et qui voudrait rassembler tous les maghrébins de France de toutes origines dans un "espace communautaire" susceptible de faire poids dans la société française. Ce courant, qui défend l'idée d'intégration sans reniement des particularismes culturels, est particulièrement représenté par le Journal "Sans Frontière" et il est relayé par l'ANGI d'Aubervilliers.
5. Un courant insistant plus sur les ressemblances que sur les différences existant entre les jeunes issus des différentes immigrations et les jeunes Français de souche, et qui plaide le droit à la mixité. Parmi les tenants de

ce courant, on trouve les initiateurs de l'opération "Convergence 84" qui ont essayé de rééditer la Marche.

6. Un courant de défense de l'identité nationale et d'attachement au pays d'origine des parents qui n'envisage pas pour autant le départ de France. S'y retrouvent essentiellement des jeunes Algériens voulant représenter pour l'Algérie une diaspora fidèle. La plupart de ces derniers sont liés d'une façon ou d'une autre à l'Amicale des Algériens en Europe, qui continue de rassembler beaucoup de monde et beaucoup de jeunes. D'autres sont proches des mouvements d'opposition au gouvernement algérien actuel, comme le mouvement ben belliste.

7. Un courant s'inscrivant dans le mouvement ouvrier et insistant plus sur l'appartenance à la classe ouvrière que sur la condition immigrée ou le lien communautaire. Les jeunes maghrébins qui adhèrent à ce courant sont nombreux et on les trouve particulièrement dans les cercles de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C) qui les accueillent dans le respect de leur identité musulmane.

8. Un courant "mondain" qui fait davantage confiance à la mode, à l'art, aux métiers du spectacle qu'à l'action associative socio-politique pour affirmer le droit des jeunes maghrébins à faire leur place dans ce pays.

9. Un courant berbère, qui place en premier l'affirmation d'une identité fortement niée dans les pays du Maghreb, et qui est celle d'une grande partie des immigrés algériens en France. L'association la plus importante est l'A.C.B, l'Association de Culture Berbère de Paris... qui bénéficie d'importantes subventions.

FICHE ASSOCIATIVE

10. Des courants d'extrême-gauche liés à la L.C.R, au P.C.I, à la mouvance autonome française (un des membres d'Action Directe est un jeune maghrébin : Mohand Hamani) ou à la communauté d'inspiration spartakiste Longo-Maï installée dans les Alpes de Haute-Provence. Ces courants touchent un nombre limité de jeunes maghrébins mais ceux qui y adhèrent sont des étudiants ou des travailleurs sociaux en position de pouvoir dans les associations. Une organisation comme la L.C.R favorise la rencontre de jeunes issus de l'immigration installés dans plusieurs pays européens.
11. Des courants islamiques, actuellement assez faibles mais qui pourraient prendre de l'importance dans les années prochaines si les jeunes maghrébins devaient, dans leur majorité, rester des exclus de notre société. Les groupes fondamentalistes musulmans souhaitent se rallier cette jeunesse.
12. Les courants divers, mais principalement marqués à droite, des associations de Français Musulmans, lesquelles aspirent à constituer un lobby français musulman et ont besoin pour cela de faire des adhésions chez les jeunes issus de l'immigration.

La liste ainsi dressée de manière très schématique est assez impressionnante. Il faut cependant savoir que ces courants ne sont pas imperméables les uns par rapport aux autres, et des militants associatifs peuvent se retrouver dans plusieurs courants à la fois. Aux Assises Nationales des associations de jeunes issus de l'immigration, d'ailleurs, presque tous ces courants étaient présents, même s'ils l'étaient dans des proportions inégales et même s'ils ne se sont pas forcément clairement manifestés.

Il y a, au sein de ce Mouvement Beur, de jeunes hommes et de jeunes femmes (beaucoup de jeunes femmes : c'est une des caractéristiques de ce Mouvement) d'une grande qualité humaine et intellectuelle, vraiment soucieux du devenir de leur Communauté et capables de lui rendre de grands services. Mais si jusqu'à présent ce Mouvement s'est montré assez stérile au plan politique, on peut penser que cela est dû en grande partie au fait que prédomine le souci de rassembler des gens très divers qui ne sont probablement pas "rassemblables", sans parler des rivalités de personnes ou de groupes qui mettent l'essentiel de leur énergie à essayer de prendre le "leadership" du Mouvement plutôt qu'à lui donner une consistance suffisante.

Les pouvoirs publics, les organisations politiques et syndicales, le mouvement associatif français, les églises etc... sont évidemment appelés à prendre en haute considération ce "Mouvement Beur" et les différents courants qui le traversent. Eux aussi ont à dire ce qu'ils attendent de lui, comment ils conçoivent et travaillent à l'intégration collective des jeunes issus de l'immigration maghrébine, et en quoi ils peuvent soutenir tel ou tel courant du Mouvement plutôt que tel autre. Ignorer le Mouvement Beur ou alors lui sourire globalement, y compris en le subventionnant, pour mieux le canaliser ou le marginaliser, ne saurait être, en effet, une bonne politique.

Christian DELORME

FICHE ASSOCIATIVE

Collectif CENTOPEIA - 24, rue St Ambroise 75011 PARIS - Tél. 200.47.91

Présidente : Mme Candida LECONTE

Le collectif CENTOPEIA, qui signifie mille pattes, a été créé en juin 1983 par un groupe de jeunes femmes d'origine portugaise venues d'associations traditionnelles avec lesquelles elles ont parfois gardé de bonnes relations. Les hommes les ont ensuite rejoint.

Les raisons d'une telle initiative

Il existe actuellement environ 900 associations portugaises, le plus souvent repliées sur elles-mêmes, qui organisent des activités récréatives ou culturelles : fêtes, danses folkloriques, théâtre, sport, enseignement de la langue d'origine.

Ces associations ont permis aux Portugais de vivre entre eux et de se retrouver. Des familles et des parents ont pu, grâce à elles, résister aux difficultés de l'immigration et de l'exil, conserver un certain nombre de racines et ne pas se retrouver seuls en terre étrangère.

La majorité des jeunes sont encore dans ces associations. Beaucoup y sont restés très longtemps pour y pratiquer des activités programmées par les parents.

Par rapport à cela, les personnes qui ont créé CENTOPEIA, ont constitué et créé un nouvel espace où des jeunes peuvent mettre sur pied autre chose, réaliser des projets et participer à des débats et rechercher des formes de communication nouvelles.

C'est pourquoi, l'une des premières initiatives du collectif a été de réaliser un film : "Portugaises d'origine" ainsi présenté

"par le reportage, l'interview mais aussi le sketch, nous y affirmons en acte notre double identité culturelle et engageons le dialogue avec nos parents, avec le Portugal de leur origine et avec la France de notre devenir".

Ce film, de facture agréable, rompt avec une certaine tradition misérabiliste qui prévaut dans certains milieux militants.

Projets de CENTOPEIA

Actuellement, des cassettes sont en élaboration avec pour thèmes : les femmes, les jeunes, l'enseignement, la problématique du retour dans le pays d'origine etc... Celles-ci sont destinées à des émissions de radios locales.

Une brochure doit accompagner et compléter la diffusion du film avec des textes de réflexion, des poèmes et des articles de fond.

CENTOPEIA participe, ou a participé, à des initiatives locales ou nationale avec d'autres communautés : la convergence 1984 pour l'égalité, la lutte pour la carte unique de 10 ans etc...

Il est prévu également de participer activement à l'animation péri-scolaire en raison des difficultés scolaires des jeunes et de leur relégation dans des filières d'exclusion.

FICHE ASSOCIATION

Association Vivre Ensemble

7, rue Gutenberg

78200 MANTES LA JOLIE

Tél. 033.01.64

Président : M. Kherfi Madani

But de l'association

- . Favoriser une meilleure cohabitation
- . Responsabiliser chacun
- . Aider à un mieux être chez tous les jeunes de la ZUP du Val Fouré

Activités développées

- . Activités sportives (baskett, gymnastique)
- . Soutien scolaire
- . Spectacle inter-culturel
- . Soirée dansante

6

VIVONS ENSEMBLE - Quand la scène devient carrefour des cultures
pour le plaisir de tous

Avec très peu de moyens, la collaboration de chacun et la motivation de tous, "Vivons Ensemble" parvient à assurer à chaque manifestation, un plateau de qualité, un parfait encadrement et une ambiance sympathique et chaleureuse ; mais c'est aussi :

- . l'occasion de se rencontrer et vivre la même fête.
Rassembler et unir le même soir un éventail important de personnes très différentes; des jeunes et des moins jeunes de toutes communautés et des quatre coins de la ville.
- . Responsabiliser un nombre important de jeunes issus des différents quartiers du Val Fourré pour la préparation et l'organisation des spectacles. Chacun a toujours su encadrer, accueillir et servir le public et les musiciens avec la plus grande courtoisie.
- . Permettre à chacun de découvrir, de connaître la culture de l'autre et s'ouvrir aux autres communautés.

A chaque spectacle, de la musique (3 à 4 groupes), des danses représentant les différentes ethnies vivant à Mantes mais aussi expositions, stands, merguez, gateaux des différents pays, buvettes etc...

SOUTIEN SCOLAIRE

Favoriser une meilleure cohabitation, responsabiliser chacun et aider à un "mieux-être" chez tous les jeunes de la Z.U.P du Val Fourré, tels sont les objectifs de l'association "VIVONS ENSEMBLE".

Dans le cadre de ses activités, VIVONS ENSEMBLE a décidé d'apporter sa contribution dans la lutte contre l'échec scolaire.

Aussi, grâce à l'accord avec les parents et enseignants, avons-nous mis en application un système d'entraide scolaire afin de soutenir les enfants dans leurs difficultés d'ordre scolaire.

6

L'année scolaire 83/84 se termine avec la consécration de l'association "Vivons ensemble". Connus de tous, elle est devenue carrefour des culture des enfants, des femmes et des hommes de tous âges et de toutes communautés. Elle est porteuse d'un espoir : atteindre la meilleure cohabitation possible en responsabilisant chacun.

Par elle, les jeunes retrouvent peut à peu ce "mieux être" au sein de la Z.U.P du Val Fourré.

Aujourd'hui "Vivons Ensemble" est crédible aux yeux de tous. Cette crédibilité est due à son action au quotidien (aide scolaire, activités sportives) et aux manifestations culturelles (spectacles, soirées dansantes, sorties, films etc...).